le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
22 au 28 janvier 1998

10,00 F

La lutte des chômeurs

Contre la barbarie capitaliste

La lutte des sans-emplois s'est installée dans la durée et commence à sérieusement troubler l'image que la gauche plurielle s'est toujours attachée à développer, à savoir être l'instrument politique de l'aspiration populaire à mieux vivre. Et comme le fait d'avoir un travail est encore, malgré tous les discours des futurologues à la petite semaine, le moyen essentiel d'accéder à la consommation, l'incapacité du gouvernement Jospin à s'attaquer aux cause profondes du chômage ne pouvait que finir par lui revenir en pleine gueule.

Rappelons la promesse de la création de 700 000 emplois, dont 350 000 dans le secteur public. Il s'avère que le gadget des emplois-jeunes a laissé de côté la masse de plus en plus nombreuse des recalés de l'Education nationale.

Par ailleurs, rien n'a bougé en ce qui concerne les 350 000 emplois dans le privé, du fait que le patronat n'a pas du tout l'intention de financer quoi que ce soit et que le système des subventions étatiques a déjà été poussé si loin dans l'escroquerie que continuer de la manière n'est plus présentable à qui que ce soit.

De plus l'idée que les 35 heures pourraient être une solution en laisse septique plus d'un, d'autant que le patronat en a fait un symbole de rupture et de rejet de toute intervention étatique dans leur pré-carré économique. Mais sur le fond, c'est l'adaptation de l'appareil de production aux conditions du marché mondialisé qui est remise en cause par ce mouvement de chômeurs.

L'autonomie des luttes s'impose !

La gauche plurielle au pouvoir a définitivement détruit les derniers espoirs de ceux et celles qui pensaient pouvoir échapper à la précarisation de leur devenir par un simple changement de gouvernement. S'il est banal d'entendre dire que « la gauche et la droite c'est pareil », cela n'est pas devenu un fait social et politique assumé pleinement.

En effet, admettre ce fait implique de profondes modifications dans les rapports que chacun d'entre nous entretient avec la politique, en particulier l'idée qu'il va falloir aller au charbon et agir soi-même. Le passage à l'acte est d'autant plus difficile qu'il exige de rompre avec les mortelles habitudes de délégation de pouvoir.

Pourtant quelque chose est en train de s'amorcer avec le mouvement des chômeurs, qui se différencie du mouvement social de novembre et décembre 1995. Tout d'abord, c'est la gauche plurielle qui est directement visée et non pas un gouvernement de droite. C'est donc un échec pour la gauche parce que sa capacité à contrôler la contestation sociale est remise en cause. Cela ne va pas manquer de faire du souci à bon nombre de patrons. D'où les expulsions des occupants des locaux publics tels que les A.S.S.E.D.I.C. pour prouver la capacité de Jospin à assurer la fonction première de l'État, qui est de maintenir l'ordre existant. Du même coup, il a accéléré le processus de distanciation du monde du travail vis-à-vis du pouvoir de gauche.

L'autre élément novateur par rapport à 1995 est le fait qu'il ne s'agit pas de répondre à une provocation type plan Juppé. Cette fois-ci, le mouvement s'est déclenché « tout seul », par le simple fait que la situation économique des plus pauvres est arrivée aux limites du supportable. Et si Noël avait sonné le glas du mouvement de 1995 cette fois-ci, cela a eu l'effet inverse. Cette situation sociale n'est pas de la seule responsabilité de la gauche, bien entendu, mais celle-ci est considérée comme co-responsable et comme assurant la continuité du développement de la misère sociale.

Ce sont des chômeurs qui ont décidé qu'il fallait passer à l'action, de leur propre initiative, sans autre provocation particulière que leur désespérance, parce qu'il n'y a rien à attendre du pouvoir, quel qu'il soit.

Si le mouvement est né à l'initiative de comités de chômeurs C.G.T. de la région de Marseille, cela ne constitue aucunement une manipulation comme l'affirme la secrétaire générale de la C.F.D.T. Tout au plus ont-ils servi de catalyseur à une situation préexistante dans toute la France. Il est significatif que les occupations sont le fait d'organisations de chômeurs très diverses. Selon leur implantation locale l'initiative en revient à A.C !, à l'A.P.E.I.S., ou au M.N.C.P., à la C.G.T., voire à la C.N.T. ou des militants libertaires et des inorganisés. Le plus souvent il y a unité dans l'action.

Dans un pays qui compte pas loin de dix millions de précaires et de sans-emplois, il est tentant d'affirmer que ce mouvement est minoritaire, voire marginal, puisque les villes où il se passe quelque chose dépassent à peine la trentaine et que bien souvent le nombre de chômeurs occupants tourne autour de la centaine. Ce serait une erreur grossière, voire une grossièreté à la Blondel martelant que les chômeurs veulent prendre le travail de ceux qui en ont, que de poser les problèmes comme cela.

Sans aucun doute, ce mouvement n'est pas un raz de marée, le gouvernement le sait et peut encore se permettre de ne lâcher que quelques miettes pour répondre aux revendications sociales.

Il n'empêche qu'une dynamique s'est enclenchée et qu'elle rencontre un écho profond dans toutes les couches du monde du travail.

Une riposte libératrice !

L'essentiel est que ce mouvement est une réponse sociale à des risques latents d'explosions de colère sans lendemain qui permettraient aux forces les plus réactionnaires d'en appeler à un État policier et à une répression très dure, à laquelle se sont préparés polices et militaires.

Le mouvement des chômeurs permet de mettre en mouve- ● ● ● page 8

Lutte des chômeurs : détermination face à la répression (suite) page 4, 5

Argument : Le XXIe siècle sera transgénique page 2

EDITORIAL

Rue d'Ulm. Des dizaines de sacs de couchage jonchent le sol. Remonté à bloc par des heures de débats foisonnants, Mouloud ne ressent pas la fatigue. Par une fenêtre, il jette un regard : les cars de C.R.S. sont toujours là. Malgré la nuit, le quartier est bouclé, en état de siège. Mouloud pense à son père : le fier fellaga devenu vieil homme résigné, O.S. pendant vingt ans, lessivé impitoyablement puis licencié comme une merde. Même s'il est chômeur, les discours qui présentent ceux qui ont un boulot comme des privilégiés le révoltent. Les deux millions de salariés qui doivent survivre chaque mois avec moins de 3 600 F devraient en plus baiser les pieds de leur patron ! Comble du désespoir, le chômage de masse conduit à quémander le droit d'être exploité.

Dans la bibliothèque de l'E.N.S., Mouloud a dégoté un vieux bouquin. D'habitude, il lit peu mais le titre l'a intrigué : *Le droit à la paresse*. Dans ce pamphlet, écrit au siècle dernier par le socialiste Paul Lafargue, Mouloud entrevoit la possibilité d'une toute autre société, débarrassée de l'abrutissement du travail salarié, où les prolétaires pourraient partager les richesses et vivre enfin. Bercé par la douce musique des mots, Mouloud se laisse gagner par le sommeil. Dans un rêve délicieux, il comprend « qu'en se serrant le ventre, la classe ouvrière a développé outre mesure le ventre de la bourgeoisie ».

Matignon. Depuis plusieurs nuits, il peine à trouver le sommeil. Le bon peuple lui cause bien des tourments. Alors que tout allait pour le mieux, que se profilait tranquillement une nouvelle campagne électorale, la lutte des chômeurs perturbe cette mécanique bien huilée. Dans ses draps froissés, le Premier ministre s'énerve : ce bon peuple ne le mérite pas. Malgré ses rodomontades à l'usage de la galerie, Ernest-Antoine Seillières, son vieux pote de l'E.N.A., le comprend, lui, au moins. Compatissant, ce cher baron lui a même téléphoné hier pour le réconforter. Cela confirme au Premier ministre que c'est bien dans les épreuves que l'on retrouve ses vrais amis.

Il se dit que pourtant il fait de son mieux. Le mois dernier, n'a-t-il pas reçu en grandes pompes le P.D.G. de Toyota, ce bienfaiteur de l'humanité, venu annoncer une promesse inouïe, la création de 2 000 emplois d'O.S. pour tous ces miséreux ? Dans sa grande bonté, il vient même de leur accorder charitablement un milliard de francs et cela ne suffit pas à les contenter. Lui, le grand socialiste, est vraiment trop bon. Décidément, la piétaille ne comprend que la trique. Réconforté par cette idée, il se félicite encore du blanc-seing accordé à son camarade, le ministre de l'Intérieur. L'ordre républicain doit à nouveau régner. Dans quelques heures, l'E.N.S., enfin libérée de la chienlit, sera rendue à ses chères études.

ISSN 0026-9433 – N° 1107

M 2137 - 1107 - 10,00 F

Le XXIe siècle sera transgénique

Le génie génétique est l'ensemble des techniques permettant l'isolation de gènes, leur étude, puis leur copie et/ou leur modification et leur transfert depuis leur organisme d'origine dans un autre. Le principe général est la recombinaison génétique : réarrangement in vitro entre fragments d'ADN différents ou non contigus, in vivo entre copies homologues d'un même gène (remaniement chromosomique), ou par intégration dans le génome d'un élément génétique. Le gène transféré est un transgène et l'organisme récepteur est dit transgénique. Le but est de modifier l'activité biochimique de l'organisme récepteur.

Potentiellement n'importe quel gène est copiable et manipulable, en vue de clonage stricto sensu ou de fabrication d'organismes pourvus de nouvelles propriétés biochimiques.

Le clonage « humain » est possible, comme l'indique une série de retentissantes avancées en procréation dite assistée : « grand-mère » fécondée, mères porteuses, fécondation sans sperme, hormones de synthèse, animaux clonés, etc.

Technofascisme ordinaire

Les organismes ainsi manipulés portent le nom d'organismes génétiquement modifiés, ou O.G.M.

L'agitation mystico-médiatique autour du clonage d'humains masque l'avancée de l'industrie transgénique dans son ensemble. L'ingénierie génétique est la conséquence des besoins capitalistes de contrôler, d'asservir puis de recycler afin d'étendre toujours plus le marché. La loi de fer du marché avait déjà forcé toutes les sociétés et les cultures dans leurs derniers retranchements.

Même si la pacification de toute la planète sous le signe du salariat et de la banque n'est pas partout totalement achevée, la prochaine phase de reprise en main englobe désormais ouvertement toute la nature et ce qu'elle contient sur la planète, dont l'espèce humaine. Des compagnies notoirement polluantes annoncent de nouveaux efforts dans les domaines de la nutrition, de l'enfance, du médicament, de l'écologie, etc. (Giba Geygi et Sandoz, Total, Elf...). l'État n'est pas en reste et couvre de son aile protectrice un grand nombre de programmes sans doute « d'utilité publique » (comme Bactocéan, programme C.N.R.S./I.F.R.E.M.E.R. : étude complète biochimique et génétique de bactéries océaniques).

On peut gloser longtemps sur les tenants et aboutissants philosophiques des O.G.M. Il faut beaucoup moins de temps pour décider de faire ou non confiance à des industriels qui continuent à ravager la vie (pollution, génocides, spéculation...) en s'efforçant de maintenir un modèle de société qui est loin de faire l'unanimité.

Il ne s'agit pas ici de déterminer si le transgénique peut être « bon » ou pas. On peut raisonnablement se demander si une telle technologie aurait été nécessaire sans l'essor du capitalisme, mais la vraie question est ailleurs : comme pour le nucléaire, foin de nos états d'âme ! À supposer même que cela ait été l'intention de certains promoteurs du transgénique d'informer « honnêtement », qu'attendre d'un public qui a déjà accepté la nucléarisation du pays ?

La raison du marché est souveraine : le principe de sélection des espèces rentables, y compris chez les humains, n'est pas qu'un fantasme nazi. Ce qui choque, c'est qu'on s'attaquerait « soudain » à l'homme avec le transgénique, comme si la guerre, le stress du salariat, les génocides et autres irradiations ne mettaient pas constamment en péril cette fameuse créature intouchable. Ainsi le public « découvre » simultanément l'industrie transgénique et le dernier tabou totalement métaphysique dans ces conditions : le patrimoine génétique humain...

Voire. On veut bien se faire soigner, ou procréer avec du transgénique, « après tout, si ça marche, pourquoi pas » ? Deux poids, deux mesures... Sauf quand la réalité vient se rappeler froidement aux zélateurs de ce nouveau progrès : transmission sur plusieurs kilomètres d'une résistance artificielle aux pesticides d'un colza transgénique à des variétés sauvages et autres mauvaises herbes (*Le Monde diplomatique*, mai 1997), allergies et chocs métaboliques imprévisibles causés par l'ingestion de néo-aliments, sclérose en plaque et autres maux rédhibitoires pour les vaccinés contre l'hépatite B à la suite d'une campagne de marketing particulièrement... virulente de l'Institut Pasteur.

Science-fiction réelle

En mettant en avant le clonage d'humains et son cortège de fantasmes de science fiction - homosexuels ravis à l'idée d'avoir leurs « vrais » enfants, armées de clones, adaptation à d'autres planètes, etc. -, et en agitant une pseudo-réflexion de chercheurs se donnant l'air indépendant du marché, les médias et autres conseilleurs en éthique font passer toute une industrie transgénique déjà bien implantée : lait de chèvre comportant un gène humain antithrombique (Genzyme Genetics) ; vaccin contre l'hépatite B dans des bananes (Cornell University) ; primeurs indéfiniment mûrs et résistants aux insectes, pesticides et autres, tout comme de nombreuses céréales et graines (Limagrain, General Seed) ; recherches sur le virus de la grippe espagnole réfrigéré depuis les années vingt dans des cadavres au Sptizberg (Windsor University) ; grossesse accomplie obtenue par injection sous-cutanée d'hormones transgéniques de fertilité (groupe pharmaceutique AresSerono) ; minichromosomes humains créés in vitro (Cleveland University) ; discrète mais efficace recherche militaire... Ce ne sont que quelques exemples dans l'ombre de Dolly.

On s'interroge doctement sur d'éventuels bienfaits, de possibles dérapages ; les associations cogitent sur les éternels projets d'interdiction et de contrôle. À ce propos, la contamination transgénique de l'environnement est déjà observée et fait l'objet de publications scientifiques ; et l'étiquetage des aliments transgéniques apparaît d'emblée comme un « leurre » scientifique et administratif (*La Recherche*, juin 1997). De fait, c'est tout le transgénique qui est le dérapage le plus totalitaire du capitalisme car aucun A.D.N., humain ou non, n'est désormais à l'abri d'une intrusion transgénique, volontaire ou non.

Il ne s'agit pas de crier à la catastrophe par principe, même si on n'a jamais vu que les brillantes innovations de nos maîtres et de leurs serviteurs soient inoffensives. Mais, ici encore, la vraie catastrophe est ailleurs : une industrie aussi jeune (découverte du rôle de l'ADN en 1944 par Avery, de sa structure par Watson et Crick en 1953) est appelée à un avenir de perfectionnements incessants grâce aux ordinateurs. Selon une même logique productiviste, les programmations informatique et génétique vont dans le sens d'une unification conceptuelle et méthodologique du monde. Celle-ci déjà bien lancée, la transgénisation de toute vie existante est tout à fait envisageable, que ce soit pour refaire une planète propre et plus résistante aux dégâts capitalistes ou pour rendre l'espèce plus compatible avec un environnement de plus en plus dégradé.

La question de la nourriture pour tous serait réglée. Flore et faune résisteraient à la pollution. On serait nécessairement toujours en bonne santé : bref, demain on rase gratis... Catastrophe absolue que cette transgénisation généralisée qui se ferait sans désastre écologique ou médical : non seulement le capitalisme ferait ainsi la preuve sans réplique de son omnipotence, mais le contrôle de tout l'environnement, y compris la société humaine, serait enfin total : un marché infiniment captif, dans lequel tout ce qui est vivant est breveté et reproductible en série. L'utopie réalisée...

Programme final ?

Nous connaissons bien la saveur des projets mégalomaniaques des industriels, experts et autres bureaucrates pour en être régulièrement les cobayes. Jusqu'ici le contrat social tient - un peu de confort contre beaucoup d'aliénation - tant que la menace de destruction paraît ingérable par la communauté (radioactivité) ou qu'elle reste physiquement éloignée (guerre, famine). Les nouvelles technologies, marchandises pilotes du nouvel ordre mondial, se sont en peu de décennies considérablement rapprochées du corps déjà dédié à l'exploitation salariée : armes « intelligentes », minitéléphone, microcaméra, badge de surveillance, bracelet électronique, carte de crédit et autres médicaments... Avec les O.G.M., un double seuil est franchi : la technologie marchande pénètre au sein même des gènes humains, mais aussi de n'importe quel gène, renversant ainsi une nouvelle muraille de Chine... Le contrat social change de nature : l'appropriation achevée du monde est en marche.

Ceux qui sont directement concernés par toutes ces merveilles sont maintenus à l'écart des décisions, à moins de s'en référer aux différents « éthiqueteurs » et autres salariés de la défense du progrès à tout prix.

Car les raisons de s'inquiéter ne sont pas les mêmes pour tous. De bons esprits se demandent si au fond le transgénique n'a pas du bon, puisque l'Église est contre le clonage humain (*Le Monde libertaire* du 10 avril). Ce pseudo-débat est d'emblée caduc puisque le clonage est déjà en route, et il est douteux que le Vatican ou qui ce soit à l'heure actuelle puisse l'empêcher ! Le rapport du comité d'éthique de la Commission européenne du 29 février 1997 juge le clonage d'humain « éthiquement inacceptable » mais tolérable à des fins de recherche... Celui des animaux est « acceptable ». Être athée ou anticlérical ne suffit pas pour comprendre le nouvel ordre mondial (« éclairé » ou « néo-libéral ») et la stratégie des industriels : médicaliser les embryons, asservir les fermiers, faire muter des espèces pour augmenter la rentabilité ou tenter de réparer des dégâts écologiques trop visibles, programmer des Tchernobyl biologiques... Quelle que soit la stratégie, il s'agit de renforcer pouvoir et profit.

Certaines femmes dans l'incapacité de procréer semblent même enthousiastes puisqu'elles sont prêtes à tout pour porter ou faire porter leur enfant « à elles », confiant ainsi aux nouveaux ingénieurs non seulement leur corps - qui, pour les féministes, était censé n'appartenir qu'à soi -, mais aussi, peut-être, à travers elles, le destin de l'espèce. Il semble bien plus motivant de se livrer à ces expériences que d'adopter un orphelin... Et comment résister à ces médications et semences miraculeuses qu'on nous promet ? Une compagnie ne nous déclare-t-elle pas qu'elle « aide la nature à redevenir naturelle » ?

Tous ces rêveurs, au nom de la démocratie et des droits individuels, favorisent la banalisation du transgénique, dont ils escomptent quelques bienfaits en échange de leur servitude.

Pour tenter d'en finir avec les nuisances tristement célèbres du développement capitaliste, lesquelles pourraient finalement amener une révolte à la mesure des dégâts, les vaillants dirigeants et leurs valets ne sont donc capables que d'une nouvelle version du même air : « en avant pour le progrès » ! Il s'agit désormais de gérer la totalité du vivant dont ils s'imaginent responsables.

Cette logique monstrueuse est au cœur du déploiement sans fin du marché. À ce titre, l'industrie transgénique, toutes catégories confondues, est de même nature que le nucléaire ou la science moderne du travail : créer des situations qui rendent impossible tout retour en arrière. Déchets, réfugiés et irradiés sont bien là, c'est la même logique qui fabrique les victimes et qui les gère. Une biosphère médicalisée en permanence est le seul destin que les décideurs envisagent pour l'humanité... Le XXIe siècle sera transgénique ?

Sensor

Autorisation de prélèvements

❑ 80 F par trimestre abonnement normal
❑ 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date

Signature obligatoire

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (*lettres capitales*)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(*votre banque, ccp ou Caisse d'épargne*)
_____
_____
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
Codes Etablis. | Guichet | N° de compte | Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(*lettres capitales*)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Drogues : l'hypocrisie continue

Les 12 et 13 décembre derniers, des rencontres se sont tenues autour des drogues et des toxicomanies sur l'initiative de Kouchner. Depuis que la loi de 70 a été votée (loi allant jusqu'à condamner l'usage privé de certains produits), il est dans « notre république » une tradition qui persiste. On convoque une réunion, un colloque, une enquête, un rapport, une commission. Le tout consiste à inviter divers spécialistes a priori, aux yeux du public, indépendants du pouvoir politique. Ces invités honorés de faire partie de ces privilégiés, discutent, parfois émettent quelques idées progressistes.

Les rencontres de Kouchner

Dans ce « lieu libre », un ministre, un responsable de l'autorité policière rappellera le bien fondé de la loi. Cette parodie de démocratie dure depuis plus de vingt ans : du rapport Pelletier (1978) à la commission Henrion (1994) sans oublier les dernières rencontres de Kouchner (1997)... Dans *le Monde libertaire* nous avons longuement parlé des péripéties de la commission Henrion où le rapport un peu trop favorable à une forme de dépénalisation de l'usage s'est trouvé enterré par un ministre qui a pleuré la mort récente du distillateur milliardaire Ricard (Pasqua).

Ces rencontres ont réuni 300 professionnels, principalement de la santé. Ces derniers majoritairement ont défendu une politique de prévention des risques. Cette volonté politique part du constat d'un échec patent en terme de santé et de toxicomanie de la politique prohibitionniste. Diverses tables rondes se sont tenues et les personnes ont effectivement constaté qu'il fallait dépasser le clivage entre produits licites et illicites (cette distinction ne reposant sur aucune base scientifique), que la politique répressive renforçait l'exclusion...

Devant l'ensemble de ces discours et analyses, qui peuvent nous intéresser, Kouchner appliquera la méthode classique « cause toujours et on se revoit l'année prochaine » : « Le changement de loi n'est ni un préalable, ni un tabou... prévoyons d'autres rencontres comme par exemple l'année prochaine... »

Une rencontre pour rien ou presque ? Peut-être. Choquante sur un point fondamental, de toute évidence !

Anne Coppel, professionnelle favorable à une politique de réductions des risques, déclarait pendant ces rencontres : « Le toxicomane n'est ni un malade, ni un délinquant mais avant tout un citoyen ». Rappelons au passage à Anne Coppel que l'usager n'est pas forcément toxicomane. Mais quelles que soit les conclusions de ces rencontres, notre constat est bien que « ce citoyen » a été le principal absent. Pendant deux jours on a discuté du sort de millions d'usagers, de presque 10 millions de Français...

Les associations d'auto-support (C.I.R.C. (1), A.S.U.D.), où étaient-elles ? Des simples usagers ont-ils été invités ? Auraient-ils gênés ces discours et ces discussions consensuels ?

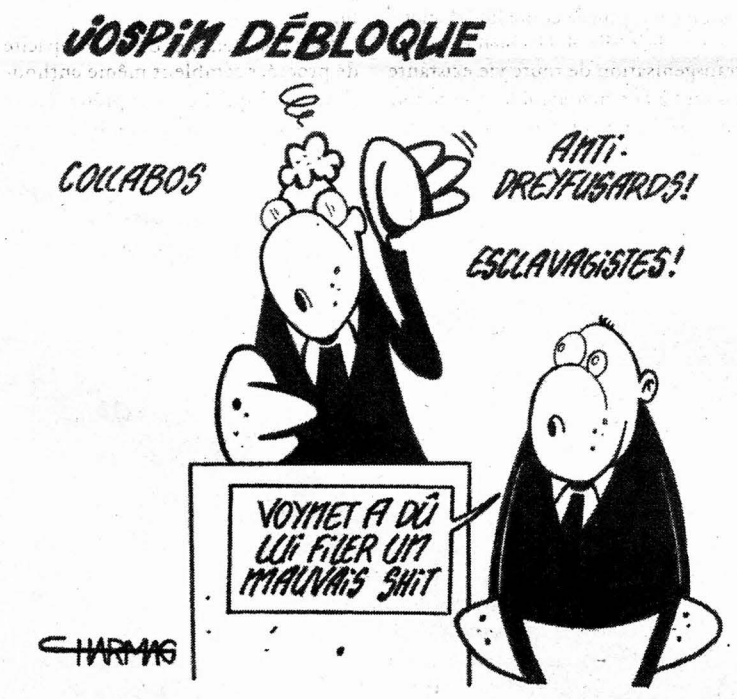
Une loi non respectée par presque 10 millions de personnes n'a plus de réelle signification.

Faisons en sorte que la parole de millions d'usagers soumis à la clandestinité puisse s'exprimer. Invitons-nous aux prochaines rencontres de Kouchner. Faisons en sorte que le prochain 18 juin soit un succès, que les revendications des usagers en matière de substitution soient prises en compte, que la criminalisation des usagers cesse. Sortons ou ressortons de la clandestinité. Jean-Pierre Galland, président du C.I.R.C. le rappelait récemment aux journalistes « la paranoïa ambiante a contraint nombre de militants à prendre leurs distances. » (2)

Régis
groupe FA de Nantes

(1) C.I.R.C. 73-75 rue de la Plaine, 75020 Paris.

(2) *Lettre ouverte aux législateurs*, disponible dans beaucoup de librairies ou contre 12 francs au groupe F.A. de Nantes, 16, rue Sanlecques, 44000 Nantes (frais de port compris).

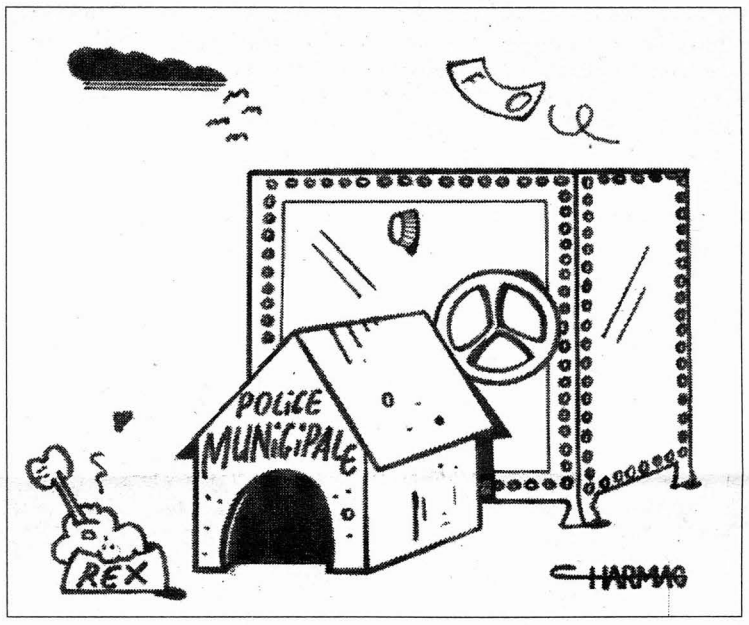


Police à Bourges, police de bourges

Le maire de Bourges s'est offert l'été dernier, à l'exemple de bon nombre d'autres villes, une police municipale : embauche de personnel, achat de véhicules flambants neufs, local en centre ville... La facture est lourde pour une opération d'un intérêt uniquement politique.

La seule fonction statutaire des polices municipales consiste à faire appliquer les arrêtés municipaux (les interdictions de stationnement par exemple). Par rapport à la police nationale, leurs attributions sont de fait très limitées : elles n'ont le droit ni d'effectuer des contrôles d'identité ni de réprimer la délinquance en tant que telle. Quand elles le font, elles se placent dans l'illégalité, ces entorses à la loi étant largement tolérées par les institutions judiciaires ou politiques. Ce qui n'étonnera personne, c'est la même maison. Ce décalage entre la théorie et la pratique explique la réaction épidermique qu'ont eu les flics municipaux lorsque Chevènement a parlé de supprimer leurs armes, réaction qui les a conduit à défiler, à Marseille notamment, en compagnies du Front national.

A Bourges, en tous cas, la police municipale a surtout été un axe privilégié de communication pour le maire et ses acolytes : le discours désormais classique de lutte contre l'insécurité qui s'appuie sur les peurs collectives. Annoncé à grand fracas dans la presse régionale, il s'agit bien d'un choix de gestion. Au moment même où la ville de Bourges effectue des coupes dans les subventions culturelles et sociales, elle investit en plein dans le démagogique et le sécuritaire à grand spectacle.



Criminaliser la misère

Or cette insécurité contre laquelle il serait si important de lutter, est-elle bien réelle ? Les médias, complices de l'État, quand ils mettent systématiquement en avant les faits divers les plus violents, tentent par tous les moyens de nous prouver que nous vivons dans un monde dangereux et peuplé de voleurs à la tire. La Saint Sylvestre strasbourgeoise, présentée sur toutes les unes comme une succession d'événements irrationnels, sans explication, est à cet égard typique de la diffusion dans la population de ce sentiment d'insécurité. Sentiment cristallisé comme à l'accoutumée sur un bouc émissaire, de préférence pauvre et évidemment différent... La population prend ainsi l'habitude de vivre sous cette prétendue protection policière et accepte comme un moindre mal les contrôles au faciès, les humiliations et les trop nombreuses bavures. Bel exemple de manipulation : en premier lieu on crée le danger, on l'amplifie, puis on nous oblige à céder une partie de notre liberté pour y remédier.

Dans la mesure où la violence urbaine n'est créée que par la misère et l'injustice sociale qui touchent une partie toujours plus importante de la société, la politique sécuritaire et répressive, même du point de vue des gestionnaires de la société capitaliste, est complètement absurde parce qu'elle tente de soigner les effets sans s'occuper des causes. Le chômage toujours plus présent, le cantonnement des populations pauvres dans les quartiers-ghettos, le manque de perspectives d'avenir et de dignité pour les jeunes, le désœuvrement, expliquent largement cette violence. Or cette situation bien réelle que subit malgré elle la population est le résultat d'un système de violence institutionnelle exercée ensemble par le Capital et son bras armé, l'État, qui font simplement qu'il existe des classes sociales.

Dans ce cadre, la police n'a d'autre utilité que d'aider à maintenir les inégalités de tout ordre. Pour le reste, les politiciens se moquent bien de la violence et de la sécurité des citoyens : ce qui leur importe, c'est de garder le pouvoir par tous les moyens. Les gouvernants n'ont qu'une seule logique, l'électoralisme, et ne misent sur la répression que parce qu'elle est suffisamment démagogique pour rapporter des voix. Il paraît qu'une autre politique ferait le jeu du F.N.

La violence urbaine telle qu'elle se manifeste dans les quartiers n'est pas une réponse viable à l'exploitation et à l'oppression. Ce n'est pas en s'attaquant de façon aveugle aux voitures de ses voisins qu'on résoudra quoi que ce soit. Pour ne pas être inutile, la lutte doit être exercée de façon réfléchie, dans des organisations, à grande échelle, contre le système dans son entier. Seul un changement radical de société pourra s'attaquer aux causes de la violence en supprimant les inégalités.

Groupe Georges-Brassens de la F.A.
(Bourges)

En bref

■ *Permanence du groupe libertaire de Tours chaque jeudi de 14 h à 16 heures à la fac des tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32 rue Carnot.*
Groupe libertaire de Tours : c/o F.A., B.P. 7414, 37074 Tours cedex 2.

■ *Sortie du Drapeau noir n° 12 au prix de 10 F (Abt 50 F, soutien 100 F).*
Au sommaire : féminisme, logement, 35 heures, etc.
Drapeau noir, c/o CESL, B.P. 121, 25014 Besançon cedex.

■ *L'*Antre anar *change ses jours d'ouverture. On peut rencontrer le groupe de la F.A. tous les vendredis à partir de 20 h 30 au 5, rue Jeanne-d'Arc à Montpellier.*

■ *Le n° 202 de janvier 1998 d'*Alternative libertaire *est disponible par correspondance (20 FF) à la boîte postale 103, 1050 Ixelles 1, Belgique (chèque à l'ordre de Roger Noël).*
Au sommaire, un dossier « Engendrer, naître, vieillir et mourir » ; Abrogation de l'article 342 ; Libertaire parce qu'homo ? ; Le travail, un mal à éradiquer ; Chômeurs pas chien ! ; des notes de lecture...

■ *Un groupe de la Fédération anarchiste est en création à Metz. c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.*

■ *On peut contacter le groupe René Lochu à l'adresse suivante : 6, rue de la Tannerie, 56000 Vannes.*

NANTES

Chômeurs en lutte !

APRES DES TEMPS d'occupations est venu un temps étrange mélangeant répressions, harcèlements ainsi que diverses tentatives de désamorcage. Depuis, les cibles choisies par le mouvement de lutte des chômeurs/euses se sont diversifiées en terme d'occupations. À Nantes après l'occupation la première semaine du C.C.A.S. et des A.S.S.E.D.I.C., des locaux municipaux, des magasins (la F.N.A.C.), des locaux S.N.C.F. (pour la gratuité des transports), la chambre du commerce et de l'industrie ont été occupés. Les autorités sont maintenant obligées par une surprésence policière de faire garder de façon préventive un grand nombre de bâtiments. Les revendications aussi se diversifient avec des solidarités concrètes pour les sans-papiers ou avec un refus du contrôle administratif en soulignant par exemple le pouvoir exorbitant d'un certain nombre de contrôleurs sociaux... La répression à l'heure où ces lignes sont écrites n'a ni arrêté la détermination des chômeurs ni enlevé une certaine popularité au mouvement.

Occuper des lieux où on subissait l'humiliation, ne plus y être pour une demande, ne plus exister que comme un dossier, affirmer sa présence malgré le discrédit officiel, la répression, les promesses, c'est exister comme humain dans la lutte et par la lutte. Peut-être que, pour une fois, l'étalage de consommation et de spectacle de la période des fêtes s'est transformé en déclic pour la prise de conscience... ? À Nantes le mouvement s'est déclenché suite à une occupation au départ négociée entre les leaders de A.C ! et la municipalité de gauche. A.C !, tout comme la gauche plurielle, ne se doutait pas que le mouvement puisse prendre une telle ampleur et se retourner en partie contre eux. Lors de la derrière manifestation, «Ayraut-démago» et «P comme pourri S comme socialo» étaient des slogans très repris...

Les médias ont un rôle contradictoire dans cette lutte. Aujourd'hui ils relatent le mouvement, ne le laissant pas aux oubliettes de l'histoire, d'où une amplification du mouvement. Mais les médias défendent aussi une notion de lutte par procuration : il suffit d'être d'accord pour être solidaire, voire en lutte et content!

Des divergences

La première semaine, deux lieux ont été occupés, et pas uniquement pour élargir le front social. La C.G.T. et des libertaires (No pasaran, des militants de la C.N.T. et de la F.A.) ont occupé ou soutenu l'occupation des A.S.S.E.D.I.C., suite à un départ du C.C.A.S...

Certes les grandes confédérations syndicales et associations de chômeurs montrent des contradictions importantes dans leurs analyses et leurs tactiques. Ce mouvement est révélateur des contradictions d'un syndicalisme cogestionnaire. Comment Notat peut-elle gérer des institutions au poids économiques énormes (U.N.E.D.I.C.) sans tenir compte et sans s'allier aux choix de la bourgeoisie européenne? En 1987, dans « C.F.D.T. magazine » on pouvait déjà lire : « Le syndicalisme a conçu des institutions pour gérer le social... Il doit mieux prendre conscience de la force que lui confère le fait de gérer près du tiers de la richesse nationale... ». Le syndicalisme, au lieu de se construire sur des luttes, dans la construction de rapports de forces et de prises de consciences, a trop souvent cherché à construire sa légitimité par une institutionnalisation et une cogestion du système libéral. Les turpitudes gênées de Notat ou Blondel reflètent ces contradictions.

Certes avec des mouvements comme A.C! ou la C.G.T., le mythe de l'emploi et du recours à l'État est très fort. Certes ces deux mouvements jouent leur représentativité et leurs leaders tentent directement de récupérer une partie du mouvement.

Mais cela pose la question fondamentale de nos modalités d'intervention dans les luttes et de notre attitude vis-à-vis du syndicalisme. Si l'on veut ou l'on dit vouloir défendre les personnes opprimées, exploitées, exclues à un moment ou à un autre , la question du regroupement se pose, quelle que soit la lutte.

Libertaires, nous devons lutter pour l'élargissement du front social :

- Élargir la lutte au-delà des milieux radicaux sans faire croire que cette lutte soit capable de tout résoudre, quelles que soient les prises de positions. Ce constat pose de fait la question de la permanence et de la durée dans le temps de la lutte ; donc de l'organisation.

- Nous associer de manières diverses qui dépendent souvent des réalités locales avec les syndicalistes. Nous devons dans l'immédiat nous associer pour contrer les intérêts et les pouvoirs du patronat.

- Provoquer des prises de conscience. Au sein du mouvement syndical et associatif, nous devons montrer que notre but n'est pas le compromis. Mais dans la lutte nous devons agir avec nos idées mais aussi avec un souci d'unité et un respect des personnes. Nous ne pouvons pas nous auto-proclamer comme une avant-garde déversant sa vérité. À la tactique de l'ultra-radicalisme qui consiste à faire que, seuls entre radicaux, la révolution pourrait se construire, nous préférons militer avec des militants C.G.T. chômeurs, A.C!, pour résister au capitalisme et dans la lutte discuter, se confronter...

Nous devons nous inscrire pleinement dans ce mouvement car il dépasse largement un aménagement simple du salariat avec une réduction du temps de travail : il exprime le ras-le-bol d'une politique qui gère la misère.

Théo Simon

PARIS

Occupation à l'E.N.S !

UN COLLECTIF DE CHOMEURS et de précaires (réunissant 200 personnes de A.C !, C.D.S.L., Cargo, M.I.B. et les syndicats S.U.D., C.N.T., C.G.T., ainsi que nombre d'indépendants...) a investi mercredi 14 janvier à 16 heures les locaux de l'Ecole normale supérieure (E.N.S., 45, rue d'Ulm) à Paris. L'occupation se passe dans le calme, sans heurts ni dégradation de matériel. A aucun moment, les occupants n'ont eu l'intention d'entraver le fonctionnement normal de l'école.

Le directeur de l'école, immédiatement informé, a appelé le ministère de l'Éducation nationale. Son interlocuteur direct, Alain Geismar (sic!), a rapidement suggéré l'évacuation par la force, ce à quoi s'est jusqu'à présent opposée la direction. Malgré tout, un imposant dispositif policier s'est déployé tout autour des lieux au cours de la soirée, et le ministre de l'Éducation a ordonné la fermeture de l'école et la cessation de toute activité, n'autorisant l'entrée qu'aux élèves munis de leur carte - jamais les membres de l'école n'ont eu à subir un tel contrôle, la mesure étant d'autant plus grave qu'elle contredit le principe essentiel de ce lieu public qu'est la libre circulation de tous.

Un collectif de soutien d'élèves et de personnels de l'école s'est immédiatement formé (150 personnes).

Nous soutenons dans leur ensemble les légitimes revendications de la lutte des chômeurs. Nous nous opposons bien entendu à la fermeture de l'école (laboratoires de recherche y compris) dont le but est de pourrir le mouvement, d'une part en empêchant de faire de cette occupation un lieu actif de débats (objectif essentiel des chômeurs), d'autre part en tentant de liguer personnels et élèves contre les occupants. Cette intervention arbitraire et injurieuse n'a laissé aucune chance aux chômeurs de s'exprimer. A la fin de la semaine dernière, à peine une cinquantaine de chômeurs (beaucoup ayant dû sortir et ne pouvant plus rentrer) occupaient encore les lieux, accompagnés de nombre d'élèves présents en permanence pour organiser tant bien que mal la vie dans une école entièrement paralysée. Vendredi soir, le ministère de l'Éducation aurait enfin accepté de recevoir une délégation. Quel que soit le dénouement de cette action, nous appelons à la poursuite et l'extension de la lutte.

Des membres du collectif de soutien d'élèves et personnel de l'E.N.S.

EVREUX

Appel urgent

La double peine a des implications concrètes (cf M.L. n° 1106)... C'est pourquoi nous faisons appel à vous pour fournir des vêtements masculins (et des sous-vêtements). Merci de les déposer à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

Groupe d'Evreux de la F.A.

MONTPELLIER

Un début d'élargissement de la lutte

À Montpellier comme ailleurs, un mouvement de grogne des chômeurs a vu le jour pendant la période des fêtes de fin d'année. Les revendications, comme ailleurs, portent entre autres sur le relèvement des minima sociaux, le R.M.I. dès 18 ans,... Plusieurs manifestations, regroupant de quelques centaines à plus d'un millier de personnes ont émaillé ce début de mois de janvier. Les chômeurs ont également occupé quelques heures différents lieux symboliques tels que le Crédit lyonnais ou l'Union patronale ainsi que des lieux concernant plus spécifiquement la distribution des aides sociales. La Fédération anarchiste fut évidemment partie prenante de tous les moments forts de cette lutte.

La manifestation du 17 janvier était prévue comme la manifestation d'élargissement du mouvement pour que plus de chômeurs y participent, et également des salariés. De ce point de vue, ce fut réussi, même si on aurait pu espérer qu'elle regroupe plus de monde que les 2500 manifestants qui ont arpenté les rues de Montpellier durant environ deux heures.

La Fédération anarchiste s'est jointe aux chômeurs ainsi qu'aux syndicats C.G.T., S.U.D., et F.S.U. et notre cortège a rassemblé plus de 200 manifestants. Nous avons particulièrement insisté sur l'élargissement du mouvement pour qu'il regroupe tous les acteurs d'une même classe: celle des exploités, quel que soit leur statut (chômeur, précaire, RMIste, salarié). Déjà, de nombreux salariés avaient rejoint le cortège. Nous nous devons de travailler dans ce sens pour qu'un mouvement social d'ampleur émerge dans notre société. Nous avons également insisté sur le fait que ce mouvement social devait être porteur de revendications unifiantes telles que l'égalité économique et sociale au-delà des revendications particulières des différentes catégories.

Comme en novembre-décembre 1995, toute la région s'est mobilisée puisque des manifestations ont eu lieu à Nîmes, Alès, Narbonne, Perpignan et Bagnol-sur-Cèze regroupant de quelques centaines jusqu'à 1500 manifestants à Nîmes et Perpignan. D'autres rendez-vous sont prévus dans les jours qui viennent, notamment le 27 janvier où nous nous retrouverons tous et toutes à nouveau dans la rue.

Stéphane
groupe de Montpellier*

PARIS

En direct de la Bourse...

A LIRE LA PRESSE DU 14 janvier dernier, sur les événements du 13 et la prise de la Bourse du commerce à Paris, nous pouvons nous demander si manifestants et journalistes ont assisté au mêmes événements.

Effectivement, à en croire ces bouffons de l'information, la manifestation s'est déroulée en deux temps. Le premier avec les gentilles organisations réformistes qui tentent comme d'habitude de monopoliser le terrain en se faisant mousser auprès des médias; et dans un second temps les éléments incontrôlés (traduisez les plus déterminés) – A.C!, M.N.C.P., C.G.T. chômeurs, S.U.D., A.P.E.I.S., J.R.E., M.I.B., C.N.T., S.C.A.L.P., et ces enculés d'anarchistes (pour reprendre les termes de Lutte ouvrière et de sa dame patronnesse Arlette Laguiller, à la fin de la manif) – qui saccagent les temples de l'ordre bourgeois. Cette insulte nous concernant, il n'est jamais agréable de se faire traiter de sodomisés, mais en est-elle vraiment une? Surtout quand elle vient d'une organisation formée de révolutionnaires de salon.

Le film de la journée

En fait, nous étions environ 500 personnes à envahir l'endroit, tout ceci dans le calme le plus parfait. Un podium s'est spontanément dressé au centre de l'hémicycle où chacune des organisations pouvaient prendre la parole. Les étages ont été investis, les banderoles dépliées le long des balcons, et les drapeaux noirs flottaient dans le bâtiment. Les employés discutaient tranquillement avec nous; une employée racontait qu'elle était en C.D.D. et qu'elle ne savait pas si le mois prochain son contrat serait prolongé, qu'enfin la prime de précarité ne lui serait pas versée. L'atmosphère était jusque-là bon enfant.

Soudain, les C.R.S. cantonnés tout autour du bâtiment lancent un premier assaut, ils sont repoussés. Aussitôt tout le monde se mobilise pour former des barricades aux portes d'entrée: des échafaudages rangés à même le sol servent de matériel de défense. Une seconde charge est alors effectuée par les séides du pouvoir, elle est cette fois repoussée violemment alors que les C.R.S. tiraient des lacrymogènes à bout portant sur les manifestants. La colère des occupants s'est alors exprimée dans toute son ampleur: jet de projectiles divers à l'extérieur à partir des étages. S'il y a eu des blessés parmi les C.R.S., ceux-ci en sont directement responsables. La violence des occupants n'a répondu qu'à la violence de la police.

Après deux heures passées à respirer les gaz lacrymogènes à l'intérieur de la Bourse, nous avons décidé de rejoindre en cortège le rassemblement des sans-papiers devant le Sénat. Nous sommes donc sortis en bloc, et le slogan «police partout-justice nulle part» fut finalement remplacé par «C.R.S.-S.S.».

Tout est à nous, rien est à eux

On pourra déduire de cette journée que la presse, en intervertissant l'ordre des événements, en arrive à légitimer la répression policière. Mais qu'avons nous donc fait pour provoquer les invectives journalistiques? Rien, sinon reprendre ce qui nous appartient!

Tous ces lieux de décisions économiques ou politiques sont à nous, nous n'avons pratiqué que la réappropriation. Hier, nous étions à genoux; aujourd'hui, les chômeurs, travailleurs, sans-papiers... tous ensemble nous sommes debouts. Continuons le combat afin que demain, Jospin et le baron Seillière soient à leur tour à genoux. Précisons aussi la présence de journalistes allemands et italiens à l'intérieur de la Bourse. Ces derniers n'avaient encore jamais vu une action comme la nôtre; alors si nous devons être un modèle pour ces pays, que ce soit toujours en faveur des exploités et des exclus.

Nouvelles actions

Le lendemain, mercredi 14, une nouvelle action nous a mené à investir l'École normale supérieure, rue d'Ulm, avec la participation d'une partie des étudiants. Tout s'est passé dans le calme le plus total. Mais il faut savoir que ces sympathiques étudiants seront peut-être les cadres futurs du pays... Jeudi 15 janvier, après la prise de l'École polytechnique, la nouvelle cible se situait boulevard Barbès: il s'agissait de l'agence E.D.F. Ici, les revendications sont précises:

- pour les personnes dont le revenu est inférieur au S.M.I.C. (hors allocations familiales): apurement des dettes, arrêt des coupures et rétablissement du courant, attribution du tarif industriel jusque là réservé aux entreprises;
- dans un ordre plus général: suppression des compteurs à cartes et des limitations de puissance, demande de fonds pour les associations de chômeurs en vue de créer une maison des chômeurs, droit de regard de ces associations pour les attributions d'aides aux plus démunis, embauche de deux personnes pour servir d'interface entre les associations et E.D.F.

Le directeur de l'agence, qui se réclame chef d'entreprise, refuse de prendre des engagements hors la présence d'un responsable de la mairie. Carrêche, premier adjoint et député P.S. du 18e arrondissement, joint par téléphone, refuse de négocier, délègue un élu du P.C. qui n'a aucun pouvoir de décision. La situation s'embourbe. Les camarades s'apprêtent à occuper l'agence toute la nuit...

Les revendications des chômeurs peuvent aujourd'hui être considérées comme mineures; il s'agit en fait de régler des urgences. Mais rappelons-nous 68, dont c'est le trentième anniversaire: soyons réalistes, demandons l'impossible!

Pascal. – groupe Louise Michel (Paris)

Fonds de pension: les revoilà!

LE PARLEMENT, SOUS LE gouvernement de Juppé, a adopté en février 1997 une loi (non encore promulguée) créant les plans d'épargne-retraite, loi vivement combattue alors par ce qu'il restait de la gauche. On ne pouvait, disait-elle avec raison, accepter le recours à un système de capitalisation qui déstabiliserait les régimes par répartition. Pour justifier l'adoption de cette loi, la droite molle et la pure et dure s'appuyaient sur des statistiques qui démontraient que dans un avenir assez proche, le déficit démographique ne permettrait plus aux caisses de retraite par répartition d'assurer des revenus suffisants aux retraités. Trop de pensionnés, pas assez de salariés, sauf à faire payer à ces derniers, et à leurs employeurs, des cotisations insupportables.

Les statistiques, on le sait, selon ce que l'on veut leur faire dire, prouvent tout... et le contraire! Pour faire court, disons que la possibilité des régimes de retraite par répartition d'assurer des retraites décentes, c'est, quel que soit le chiffre de la population globale, le nombre réel de la population au travail (donc cotisante) et la masse des revenus distribués sous forme de salaires servant d'assise aux cotisations. Or avec sept millions de chômeurs et de gens précarisés, de salariés aux salaires de plus en plus faibles, les ressources des caisses de retraite complémentaire comme celles de la sécurité sociale fondent. C'est donc bien la situation créée volontairement par le capitalisme qui est responsable des difficultés financières annoncées pour la protection sociale.

Attention: manœuvre!

Ces difficultés vont être aggravées par la création des fonds de pension. Les entreprises qui créeront des fonds d'épargne-retraite bénéficieront d'exonérations d'impôts et de charges sociales, ce qui les incitera à choisir ce système au détriment des caisses de retraite complémentaire dont les cotisations ne bénéficient pas de tels cadeaux. Donc leurs ressources se tariront, et elles seront dans l'impossibilité de maintenir leurs prestations à un niveau décent.

C'est bien le but de la manœuvre: mettre en faillite la protection sociale et remettre au secteur privé les sommes énormes en jeu. Les fonds de pension recueillis par les entreprises seront gérés par ces sociétés d'investissement. C'est donc à la Bourse que se jouera – si la loi devait s'appliquer – le sort des retraités.

Ces sommes vont d'une place boursière à l'autre, attaquent les monnaies de tel ou tel pays, et assurent des bénéfices considérables aux agioteurs.

Les retraités, eux, n'ont rien à attendre de bon de ce système. Leur retraite ne dépendra plus du salaire perçu en activité – et donc sans référence à celui-ci – il dépendra uniquement du montant du versement personnel et des éventuels compléments patronaux, lesquels seront, lorsqu'ils existeront, autant de prétextes à refuser les augmentations de salaires. Et il y a encore bien d'autres inconvénients majeurs!

Le système de répartition, lui, est fondé sur la réciprocité; c'est un système mutualiste. Ceux qui travaillent payent des cotisations pour assurer un revenu aux retraités. Depuis près de cinquante années il a fait ses preuves.

Ayant donc déclaré en période pré-électorale et électorale que la gauche ne pourrait accepter la création d'un système de retraite par capitalisation, le parti majoritaire au pouvoir nuance sa position. Le Premier ministre vient d'écrire: «Le gouvernement n'est pas hostile à des mesures favorisant l'épargne de la retraite.

On ne peut contester l'idée que les salariés du secteur privé puissent disposer de régimes de retraite complémentaire. D'autant qu'il faut veiller à renforcer la solidité financière de nos entreprises.» Tiens donc!

Avant, et après les élections...

Pour confirmer cette «évolution», le ministre des Finances, devant un parterre choisi de «responsables» de l'économie, déclare qu'il « allait demander à une mission parlementaire de l'aider à mettre au point un projet de loi qui pourrait être déposé devant le Parlement au printemps». Gageons que ce sera après les élections cantonales et régionales. Il faut être prudent! C'est quand même bizarre, cette évolution de la nature des convictions des politiques dès qu'ils ont le pouvoir...

Que contiendra ce projet d'épargne-retraite? On n'en sait encore rien, mais on peut être déjà sûr qu'il n'ira pas dans un sens socialiste libertaire!

Une preuve de plus, s'il en était encore besoin, que l'essentiel dépend de nous seuls!

André Devriendt

Fonds de pension

Tous, nous sommes d'accord, si extrêmes que soient nos opinions, pour vouloir que les vieillards aient la vie assurée. Il reste à trouver les moyens. Pour atteindre en partie ce but, le gouvernement propose un projet qui est une duperie: il est basé sur une capitalisation qui est une absurdité économique étendue à la société entière. [...] Dans l'état actuel des choses, il n'y a qu'un système possible: c'est celui de la répartition, et le gouvernement n'en a pas voulu, il lui a préféré la capitalisation, parce qu'il a en vue non de donner des retraites aux travailleurs, mais de se procurer des ressourcecs extrabudgétaires.

Emile Pouget

Extrait du compte rendu du congrès de Lyon (1901) de la C.G.T.

Le Centre anarchiste de Gand

La Communauté économique anarchiste est une des composantes du milieu libertaire de Gand, aux côtés des squats, du Collectif anarchiste (un groupe d'étudiants) et de l'A.B.C.-Gent, une librairie/office de distribution de publications…

Dès l'été 1992, à sa fondation, le projet de l'Anarchist Economic Community (A.E.C.) était de fournir une alternative concrète, même à une échelle modeste, à l'énorme et monstrueuse Communauté économique européenne. Parallèlement à l'action directe, à la collecte et à l'échange d'informations, nous pensions que les libertaires se devaient d'introduire dans leurs pratiques quotidiennes les idées qu'ils défendent (y compris sur le terrain économique). Inutile donc d'attendre un fantasmatique grand soir, la révolution se joue ici et maintenant.

Dès l'origine, l'A.E.C. se voulait une expérience de vie où nous voulions travailler ensemble, nous réapproprier le pouvoir sur nos existences en cassant les barrières artificielles entre sphères économique, politique et privée…

En pratique, cela s'est traduit par la constitution d'un réseau de groupes de travail, organisés selon des principes anarchistes fédéralistes (absence de hiérarchie, valorisation de l'autonomie autant que de l'aide mutuelle), ayant tous pour objectif commun d'œuvrer à l'épanouissement d'une communauté autogérée, socialement et écologiquement saine.

Les groupes de travail sont les suivants : un collectif jardinage (un grand potager urbain produit des légumes qui, quand ils ne sont pas mangés par les lapins, sont distribués) ; un collectif alimentaire (l'achat collectif de nourriture de qualité permet de faire baisser les prix) ; une cuisine mobile (support logistique à des groupes d'action pendant des campagnes d'agitation ou des grèves) ; un collectif de conditionnement d'aliments (production de marmelade et de vin à partir de fruits) ; une cuisine populaire (repas végétarien une fois par semaine suivi de rencontres conviviales au bar). D'autres projets ont été imaginés, mais n'ont jamais vraiment démarré : des initiatives de co-voiturage ou de récupération de vêtements par exemple…

Un projet qui démarre fort

Les trois premières années (92-95), la Communauté économique anarchiste s'est relativement bien développée. Malgré les hauts et les bas propres à ce genre d'initiative, nous avons loué ensemble une maison et nous y avons installé notre cuisine collective.

L'énergie du projet a attiré beaucoup de monde et la maison est devenue un endroit de rencontres et de débats où d'autres actions pouvaient voir le jour… Dans le sillage des repas hebdomadaires, un groupe de femmes s'est constitué, ce qui à induit la mise sur pied d'un… groupe d'hommes. D'autres personnes, intéressées par l'anarcho-syndicalisme ont réfléchi à la création d'une section locale de la Confédération autonome des travailleurs (C.A.T., l'équivalent en Belgique de la C.N.T.), d'autres encore ont constitué un groupe de soutien aux réfugiés. Durant cette période, nous avons également établi des contacts internationaux (notamment grâce à Internet, à l'assistance aux réfugiés, à la mobilité accrue des gens de la maison…). Ces évolutions, ainsi que les discussions et critiques permanentes, nous ont obligé à repenser les finalités et les stratégies du projet. Dès le début, certains d'entre nous avaient des doutes sur la possibilité de réaliser notre objectif initial. Elles et ils pensaient que nous avions trop d'illusions sur la réalisation d'une véritable autarcie économique.

Comment être réellement indépendants de l'économie capitaliste omniprésente ? Comment s'autogérer sans faire de concessions au système et aux valeurs capitalistes ? Devions-nous, par exemple, payer certains volontaires, pour qu'ils ne dépendent plus de l'aide de l'État ? Qui, comment, et sur quelles bases les payer ? Quelle serait la relation de ces salariés avec le reste du groupe ? Comment prendre en compte notre opposition à des salaires de misère ? Bref, les risques de récupération étaient toujours présents, et nous ne voulions pas finir dans le secteur alternatif des écolo-capitalistes !

La critique de l'idéalisme

En pratique, la stratégie de l'étranglement – considérer l'A.E.C. comme un nœud dans le développement d'un réseau qui étoufferait un jour l'économie capitaliste – était trop idéaliste. De toute façon, quelle est l'utilité d'une communauté économique indépendante en tant que telle ? L'A.E.C. ne risquait-elle pas de devenir un îlot dans une mer de misère ? Abandonner une stratégie de confrontation offensive, ne serait-ce pas, en fait, une attitude de repli face à la dure réalité de l'exploitation, de l'accroissement de la pauvreté, du racisme, de la répression… ? Une telle initiative ne nous menait-elle pas à une dépolitisation, plutôt qu'à une radicalisation ? Enfin, ce projet n'était-il pas que le reflet des origines, valeurs et attitudes bourgeoises de plusieurs d'entre nous, et ne devrions nous pas nous en détacher ?

En nous posant toutes ces questions, nous avons, en quelque sorte aussi, fourni des réponses qui s'élaboraient à partir de nos propres pratiques. Les différents collectifs qui se sont constitués aux marges de l'A.E.C. – sans doute parce qu'ils n'y trouvaient pas leur place en son sein – n'étaient, ni plus ni moins, que l'expression de ces critiques. En tant que groupe, il nous fallait en prendre conscience.

L'affirmation d'une identité

Nous avons également ressenti dans ces débats la nécessité de présenter un profil plus transparent afin de simplifier nos contacts avec les autres groupes, notamment étrangers. C'est à ce moment que nous avons décidé de changer le nom de notre groupe, la Communauté économique anarchiste devenait le Centre anarchiste. Ce nom plus simple fut choisi pour la simple raison qu'il reflétait mieux qui nous étions et ce que nous voulions.

Cette période d'intenses discussions nous a permis de mieux affirmer ce que nous avions en commun : notre adhésion à l'anarchisme en tant que critique et alternative viable à la société existante. Sans occulter les différences qui existent toujours entre nous, nous ne voulons plus qu'elles nous divisent. Au contraire, le respect des différences étant, pour nous, une valeur centrale de l'anarchisme (ainsi que dans la vie en général), nous nous devons de rendre ces différences explicites, d'en discuter et de les surmonter. Concrètement, cela signifiait que nous devions avoir conscience de ces contradictions comme des interactions complexes qui existent dans la société. Selon nous, l'anarchisme a toujours essayé de saisir cette complexité, c'est autant une de ses forces qu'une de ses faiblesses…

Bien qu'historiquement l'anarchisme plante ses racines au XIXe siècle, dans les luttes de la classe ouvrière vers un idéal socialiste, et que ses plus grands succès et défaites aient eu lieu dans le mouvement anarcho-syndicaliste, notre courant de pensée s'est aussi construit dans la critique d'autres rapports de domination que ceux du travail et du capital ; par exemple, les relations homme-femme, enfant-adulte, noir-blanc (cette dernière seulement récemment de manière significative)…

Nous avons conscience que mis comme cela sur papier, cela paraît assez abstrait, nous espérons développer ces points de manière plus systématique dans un prochain texte. Ajoutons seulement qu'il ne s'agit pas seulement de lancer un simple appel à la tolérance, nous sommes tous conscients des aspects condescendants et répressifs de « la tolérance », ainsi que de « l'idéalisme » qui l'accompagne. Ce qui compte pour nous, c'est de ne pas nous diviser sur des pétitions de principes. Nous avons vu trop d'exemples de sectarisme, de fragmentations sans fin, de scissions menant à la disparition des groupes… Nous voulons, au contraire, mettre en permanence l'accent sur ce qui nous est commun afin de nous réapproprier notre identité collective en nous plaçant dans un contexte historique. Tout ceci sans perdre de vue notre objectif, faire de l'anarchisme une force cohérente et de synthèse qui soit en mesure de peser sur la réalité.

L'unité dans la différence

Aujourd'hui, le Centre anarchiste se veut une organisation qui incarne l'idée de l'unité dans la différence. Pour réaliser cet objectif, nous nous sommes organisés en créant un secrétariat, non pas un bureau centralisateur, mais un comité afin de fournir le support logistique indispensable et de renforcer et d'étendre nos relations avec l'extérieur.

L'A.E.C. d'origine n'a pas disparu en tant que telle, mais s'est intégré dans la fédération locale de groupes qu'est de fait le Centre anarchiste. Il reste la base économique sur laquelle nous pouvons construire des actions politiques autonomes. Le Centre anarchiste a donc rassemblé les différents collectifs de l'A.E.C. (dont le groupe de soutien aux réfugiés et les autres collectifs de discussion).

Alternative libertaire – Bruxelles

Des Black Panthers à l'anarchisme

Le parcours du militant noir americaln Lorenzo Komboa Ervin est tout à fait exceptionnel. Né à Chattanooga (Tennessee) en 1947, il grandit dans ce sud ségrégationniste fait de violence, de racisme, de pauvreté et d'exclusion. Jeune membre d'un gang urbain, Ervin participe aux manifestations et aux sit-ins du mouvement pour les droits civiques des l'âge de 12 ans.

Après deux ans de service militaire, où il se signale à ses risques et perils comme un actif militant ccntre la guerre au Vietnam, il rejoint en 1967 le mouvement de contestatlon etudiant, avant d'adhérer, pour une courte periode au Black Panther Party.

Au cours de la vague de revoltes urbaines qui éclate aux Etats-Unis, après l'assassinat de Luther King en 1968, l'Etat tente de criminaliser son militantisme en lui mettant sur le dos une affaire de détention d'armes ainsi que le projet d'assassiner un leader local du Ku Klux Klan.

Pour échapper aux poursuites, Ervin parvient, en fevrier 1969, à détourner un avion vers Cuba. Dans ce pays, puis plus tard en Tchécoslovaquie, il perd toutes ses illusions sur le « socialisme réel ».

A Prague, il est livré à des représentants du gouvernement américain. Brièvement détenu au consulat, il parvient a s'echapper et fuit vers Berlin-Est où une equipe d'agents, venus des Etats-Unis et de RFA, le kidnappe.

Drogué et sauvagement torturé pendant une semaine d'interrogatoire, Ervin est « raccompagné », clandestinement et en toute illegalité, vers les Etats-Unis. Officiellement, le Département d'Etat et le FBI annoncent, lors d'une conférence de presse, qu'il a été interpellé à l'aéroport Kennedy après être rentré aux Etats-Unis de son Plein gré.

Après une comédie de procès dans une petite ville du Sud profond, il est condamné à la prison à vie. En détention, il reste politiquement actif, participant, au début des années soixsnte-dix, aux campagnes pour constituer un syndicat de prisonniers amsi qu'à differents mouvements de prisonniers noirs.

Dans le même temps, il lit énormement et devient anarchiste à la fin des années soixants-dix, Ensuite, il écrit plusieurs brochures, largement diffusées, sur le mouvement noir americain à partir d'un point de vue anarchiste, Pendant des années, l'Anarchist Black Cross, un mouvement International de soutien aux prisonniers, lui apporte son aide et s'efforce de défendre son cas. Après quinze longues années d'incarcération, Il est enfin libéré.

Ervin retourne alors à Chattanooga où, pendant plus de dix ans, il devient l'actif militant d'une association qui multiplie les campagnes contre le racisme et les bavures policières. Aujourd'hui, Il vit à Atlanta et s'efforce d'aider à la mise en place d'un réseau de groupes anti-autoritaires couvrant l'ensemble des États-Unis.

Patrick

dans la toile

Vite, vite… les e-informations sur la lutte des chômeurs se bousculent dans ma e-boîte aux e-lettres. Déjà, quelques sites nous informent à chaud : **http://www.anet.fr/~aris/infoszone/urgences/** et **http://altern.org/antenneassedic**. D'autres suivront sans doute si la lutte ne s'effondre. Pour l'instant, donc, le temps me presse et c'est un peu en vrac que je vous délivre ma dernière moisson.

Le groupe libertaire dijonnais expose ses affiches dans sa publication maintenant électronique : *La Mistoufle*. Un site bien fait, rapide et agréable à consulter (**http://www.mygale.org/06/santacru/index-affiches.htm**).

Pour les nostalgiques des temps héroïques, deux sites : l'un sur Makhno (**http://uc2.unicall.be/colargol/**), l'autre sur diverses figures de l'anarchisme (**http://www.chez.com/durru**).

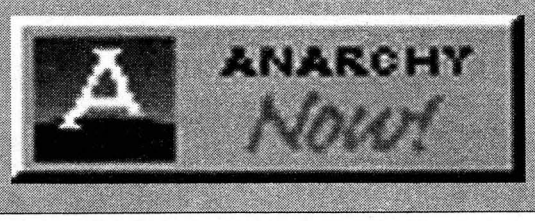
Dans un autre registre mais tout aussi enrichissant, le Fourduwww (**http://www.mygale.org/05/fourdu/**), pour les « Amis garage-addicts, punk-rockers et autres rudies ». Plein d'infos sur les labels et les activités des groupes (avec les adresses des contacts). Sans doute le site le plus complet en français dans ce domaine. Un must pour organiser des rendez-vous militants qui ne soient pas que de la parlote.

Pour ceux qui préfèrent l'écriture, faites un détour sur l'Interzone (**http://web.ukonline.co.uk/gary.leeming/index.htm**) ou sur le site des Cités de la nuit écarlate (**http://www.dancentury.com/red_night/**).

Enfin, pour les amateurs de *cut-up* flemmards, je signale l'existence dans la toile d'une machine à *cut-up* sur le site de Luke (**http://www.bigtable.com/**).

Sur ce, à la prochaine fois, je retourne à ma dream machine.

Blue Eyed Keyboard
email : bek_ml@hotmail.com



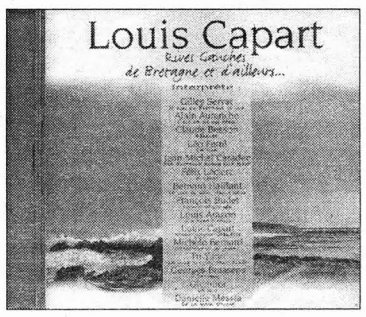
CHANSON

Voyage où tu le veux...

Depuis que nous découvrimes, en cet inoubliable mois de septembre 1981 qui vît naître *Radio libertaire*, cette pochette en noir et blanc d'un 45 tours où figuraient les deux premières belles chansons enregistrées par Louis Capart, ce dernier n'a cessé de confirmer, dans chacun de ses albums, ses merveilleux talents de mélodiste, de parolier et de chaleureux interprète.

Qui n'a jamais jusque-là du côté de l'île de Sein ou de Berlin, vécu à l'ombre des cheminées de banlieue, tenté de se souvenir du vert paradis des amours enfantines, ou ri comme il se doit de la bêtise des petits sergents, celui-là sera bien inspiré de se plonger illico dans l'œuvre de l'ami Louis, qui le rendra à son charme, ému, pacifiquement conquis.

Pour l'heure, l'auteur-compositeur-chanteur a choisi de délaisser sa production propre, exception faite de son admirable *Marie-Jeanne-Gabrielle* et d'une courte et lumineuse partie instrumentale inspirée de sa chanson *Il faudra que je me souvienne* (les deux titres du fameux 45 tours évoqué ci-dessus), jouée au piano par Nicole Van de Kerchove, pour se faire l'interprète de ceux qu'il aime, avec le désir généreux de nous faire partager ses goûts (1).



De la Bretagne où il « dort ce soir » grâce au beau poème de Gilles Servat, et où l'on s'attarde volontiers en compagnie de Claude Besson, de Jean-Michel Caradec, de François Budet, Tri Yann et d'un Glenmor à la Rose enchanteresse, jusqu'à la plume tombée trop tôt « de la main gauche » de Danièle Messia, en passant par l'émouvant cri d'alarme et d'amour de Michèle Bernard, vous serez ravi, comblé par cette promenade aussi agréable qu'inattendue offerte par Louis Capart. D'autant que celui-ci a prévu quelques étapes chez quelques grands, comme on dit : Brassens avec Saturne, Ferré par deux fois, et surtout Felix Leclerc dont l'ami Louis s'approprie la chanson *Ailleurs* pour en faire un véritable chef d'œuvre d'interprétation, d'une gravité sublime, de sa voix qui donne ici à ce texte magnifique toute sa pleine et extraordinaire dimension.

Ce nouveau disque de Louis Capart, ce voyage en terres amies auquel il nous convie est plus qu'un régal. C'est un bonheur permanent, fait de « vraies » chansons, au sens où, à n'en pas douter, chacune d'elles saura dans le silence troubler notre indifférence.

Floréal

(1) *Rives gauches de Bretagne et d'ailleurs*. Louis Capart. 120 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

à la petite semaine

Clones

Les hommes politiques et la nocivité des systèmes sociaux qu'ils incarnent demeurant la cible privilégiée du discours libertaire, il nous sera permis sans être aussitôt accusés de mollir ou de trahir, souhaitons-le, de saluer avec respect leurs rares déclarations pertinentes et empreintes d'une humanité trop souvent absente de leur insupportable propos.

Ainsi convient-il d'applaudir aux récentes mises en garde de Jacques Chirac et de Bill Clinton contre les dérives inquiétantes annoncées par ces manipulations contre nature auxquelles des savants fous de la recherche scientifique semblent vouloir se livrer sans frein et au mépris de toute préoccupation d'ordre éthique. L'ex-numéro un de la mafia R.P.R., ami des Tiberi, et le gendarme du « monde libre » imposant sauvagement son nouvel ordre mondial capitaliste et criminel, paraissent en effet tout désignés pour devoir s'effrayer publiquement de certains problèmes au nom de la morale, cette denrée impérissable au royaume des charlatans.

Leur crainte de voir fabriquer bientôt des clones humains doit donc être partagée. Surtout – et ne craignons pas de lancer cette affirmation cocardière – dans ce beau pays de France qui vit naître les Lumières et leur belle philosophie de la liberté de l'être. L'idée que chacun pourrait ainsi y être multiplié par deux, cent ou mille, pour donner naissance à des individus semblables, heurtera à n'en pas douter la conscience stirnerienne de nos compatriotes.

Imaginer par exemple, si le feu vert était donné à cette ignominie, que des dizaines de millions de nos concitoyens, pensant et agissant dès lors en troupeau, pourraient n'avoir alors pour distraction que de s'agglutiner chaque soir devant un petit écran et chaque été sur du sable, à trois au mètre carré ; concevoir que les foules rendues moutonnières se mettent à promener soudainement, sur le boulevard des idées reçues, la bêtise à front de taureau du prêt-à-penser universel ; envisager qu'une masse devenue uniforme puisse répéter sottement les mêmes âneries sur les vertus de la peine de mort, la noblesse du travail salarié, le rejet du clone étranger, l'inéluctabilité de la hiérarchie, la bonté du pape ou le courage de lady Di ; non, vraiment, ce serait trop horrible...

Le clone ne doit pas passer ! Le clone ne passera pas !

Floréal

EXPO

« Le rouge et le noir » : un beau succès

Près de 20 personnes selon la police, plus de 400 selon les organisateurs, se sont retrouvées à « l'Espace Louise Michel », à Paris dans le XXe arrondissement, pour le vernissage de l'exposition ce jeudi 8 janvier au soir. Certains y ont vu la naissance d'un nouveau courant dans le mouvement libertaire, « l'anarchisme mondain », avec ses hôtesses d'accueil, toutes vêtues de noir et de rouge !

Vingt-et-un artistes avaient offert cinquante-six œuvres originales pour cette initiative : peintures, collages, photos et sculptures. Au cours du week-end, trente œuvres ont trouvé preneur, ce qui procure une recette de plus de 14 000 francs pour Radio libertaire : l'installation technique des nouveaux studios s'en trouvera améliorée.

D'autres aspects – non mercantiles, ceux-là sont à relever : la générosité des artistes et la qualité des œuvres, la convivialité et l'accueil sympathique de « l'Espace Louise Michel », ambiance chaleureuse et festive du vernissage, grâce notamment à Riton-la-Manivelle et son orgue de Barbarie et, surtout, les échanges amicaux et militants entre visiteurs, artistes, animateurs d'émissions et organisatrices.

Élisabeth

Merci à Lucio, Laurence et à l'association « L'Espace Louise Michel », à Monique et Christian pour les cartes et les affiches, à Nicole et Claude au bar du vermissage, à Lucien pour la table de presse, à Hélène, Rose, Françoise, Geneviève S., Daniel, Nelly, Geneviève P., Anne, Chari, Véronique, Christian, Pascal, Sacha, Xavier, Francis, Olivier, Abdel, Didier, Fantôme, Joël et Gérard, les artistes.

Merci à tous les artistes qui ont proposé leur participation pour une prochaine exposition ! Merci aux visiteurs et aux acheteurs ! Merci à toutes et à tous ! Et à bientôt sur la plus rebelle des radios !

« Le noir et le rouge » (suite)

Après le succès de l'exposition, les œuvres restant disponibles sont accrochées du 13 janvier au 15 février 1998 au bar-restaurant Le Maldoror, 10, rue du Grand Prieuré à Paris.

Le bar est ouvert de 20 heures à 2 heures du matin (M° Oberkampf).

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 22 janvier à 20 h 30 :
Ni maître ni Dieu : avec Daniel Beresniak sur le thème « Laïcité et morale ».

jeudi 22 janvier à 20 h 30 :
Microclimat : avec Jacqueline Tavernier, de l'ADFI (Association de défense des familles et des individus contre les sectes).

vendredi 23 janvier à 14 h 30 :
Jazz en liberté : Albert Ayler trio en public (1962) ; et le retour de la rubrique « Improviste » avec Gérard Heyden autour de Doneda-Lazro-Le Quan.

samedi 24 janvier à 13 h 30 :
Chroniques rebelles : Revues et fanzines.

mardi 27 janvier à 20 h 30 :
Sévices publics : reçoit le syndicat des banques.

mercredi 28 janvier à 10 h 30 :
Blues en liberté : Les inconnus du Chicago blues.

mercredi 28 janvier à 14 heures :
Le manège : reçoit Michel Onfray, auteur de « Politique du rebelle ».

mercredi 27 janvier à 20 h 30 :
Ras-les-Murs : reçoit Franck, ancien détenu de Bois d'Arcy.

jeudi 29 janvier à 18 heures :
Si Vis Pacem : La création d'un atelier d'écriture pacifiste avec Jean-Bernard Pouy.

Librairie du Monde libertaire
forum

Des revues, des fanzines
le 24 janvier à 16 h 30,
avec des responsables de « Cette semaine », « L'oiseau-tempête »...

copinage

Serge Utgé-Royo chantera à l'exigu (26, rue Doyenne, Lyon 5e) les 29 et 30 janvier à 20 h 30. Rés. : 04 72 40 91 19.

Happy together
Wong Kar-Wai

C'est un des réalisateurs surdoués de Hong-Kong, pris dans ses contradictions et ses envies. Ses films sont très personnels. Sortis en désordre en France, la découverte de Wong Kar-Wai s'est faite avec *Chinking Express*, film haletant, speedé, avec des personnages inédits. Après vint *Nos années sauvages* qui parle des désirs de plusieurs personnages qui se croisent dans une ville nocturne, et dont les destins finissent par s'emmêler, comme on se mêle les pédales dans les histoires d'amours multiples qui surgissent sans crier gare et sans certificat de mariage. *Fallen Angels*, son film météore visuel effleure seulement la ville et les gens. Tourné avec les chutes de *Chunking Express*, il défile à toute vitesse en suivant visuellement un tueur, ses balles, ses nanas. *Happy together* est strictement et complètement différent de tous ses films précédents. En tous cas, il a la maîtrise en plus. Kar-Wai réunit les deux stars du cinéma de Hong-Kong : Leslie Cheung et Tony Leung. Surprise, il fait de ces deux séducteurs mâles un couple qui s'aime, se déchire, se sépare. Comme dit Faßbinder, dans un couple, il y en a toujours un qui souffre plus. Ils quittent Hong-Kong pour l'Argentine, se perdent et se retrouvent. L'un est employé comme rabatteur dans un Tango bar, l'autre flotte comme les airs de tango. Un poème avare de paroles, une visualisation grise, sépia, colorée en fonction des sensations éprouvées ou par les personnages ou par le spectateur. À Cannes, le film a eu, et mérité, le prix de la mise en scène. Un film triste et drôle, léger et fort, c'est beau. Il se termine en réflexion très philosophique sur l'enracinement, nécessaire garant d'un retour et d'une possibilité de vie.

Heike Hurst. – Fondu au Noir (*Radio libertaire*)

Un militant de la Fédération anarchiste victime de la répression contre les chômeurs !

MERCREDI 7 JANVIER lors de l'expulsion mouvementée des chômeurs qui occupaient les locaux des A.S.S.E.D.I.C. du port fluvial à Lille, Christophe Fétat, militant du groupe May Picqueray de la Fédération anarchiste, a été interpellé par les forces de l'ordre. Celui-ci a été ensuite mis en examen pour résistance avec violence alors qu'en réalité il aidait un chômeur mis à terre par les flics à se relever. Il est de plus intéressant de constater que notre camarade est accusé de violence alors qu'il est ressorti de son interpellation avec des points de sutures et deux dents éraflées ! Cette nouvelle inculpation de militant s'inscrit bien dans une volonté délibérée de criminaliser tous ceux qui contestent et s'organisent contre l'ordre social en place.

Rappelons que dans le même département, Patrice Bardet ainsi que Christine Eme, une élue de Villeuneuve d'Ascq, sont poursuivis pour avoir soutenu une personne qui devait être expulsée de son logement. De même, Jacqueline Deltombe est poursuivie pour avoir hébergé un ami sans-papiers.

Toutes ces inculpations prouvent bien que le gouvernement Jospin, comme ses précurseurs, s'attaquent en priorité à celles et ceux qui se mobilisent aux côtés des sans emplois, des sans-logis, des sans-papiers... Cette situation est inacceptable !

Christophe doit passer en jugement le 26 février prochain. Afin de lui apporter tout le soutien nécessaire et d'obtenir sa relaxe un collectif, composé des organisations ci-dessous, s'est mis en place autour du thème « Non à la criminalisation du mouvement social ! ».

Premiers signataires du collectif de soutien : AC !-Lille ; UL-CGT Lille ; UIS CFDT Lille et environs ; Fédération anarchiste ; JRE ; Comité anti-expulsion ; LCR ; Gauche révolutionnaire ; FSU ; SNUIPP ; SUD ; OAT ; AGEL-UNEF ; LDH ; Comité des sans-papiers 59 ; Comité de soutien aux sans-papiers 59 ; CNT-AIT59 ; PADAC ; Alternative libertaire Belgique ; MRAP.

N.B. : Le comité de soutien à Christophe Fétat peut-être contacté au centre culturel libertaire, 1-2 rue Denis du Péage, Lille-Fives. Vous pouvez y adresser vos message de soutien et surtout réclamer la pétition de demande de relaxe afin de la faire signer.

LYON

La Plume noire renaît de ses cendres

La librairie de l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste (U.R.R.A.F.A.), La Plume noire, peut à nouveau ouvrir ses portes dans des locaux remis à neuf après l'incendie fasciste dont elle a été victime le 16 février 1997.

Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui nous ont soutenu après l'attentat. Les soutiens militants, moraux, financiers, les coups de mains nous ont aidé à passer les obstacles et les lenteurs de fonctionnement des experts et assurances.

A l'heure où seul le libéralisme fait loi d'universalité en terme politique, à l'heure où les chômeurs se regroupent pour exprimer leur révolte, à l'heure où le combat contre le fascisme devient une urgence, la librairie anarchiste « la plume noire » reste un espace de liberté proposant un choix de société non plus basé sur les profits des plus riches mais sur la satisfaction des besoins de tous les individus.

Le samedi 17 janvier, de nombreuses personnes sont venues fêter l'inauguration des nouveaux locaux dans une ambiance chaleureuse et laissant espérer qu'un jour la somme de toutes les révoltes individuelles nous amène à la révolution !

U.R.R.A.F.A.

N B : La librairie la Plume Noire est ouverte du mercredi au samedi de 15 à 19 heures au 19, rue Pierre-Blanc à Lyon dans le 1er arrondissement. Tel/Fax : 04.72.00.94.10. Une bibliothèque de prêt est aussi proposée durant les heures d'ouvertures de la librairie.

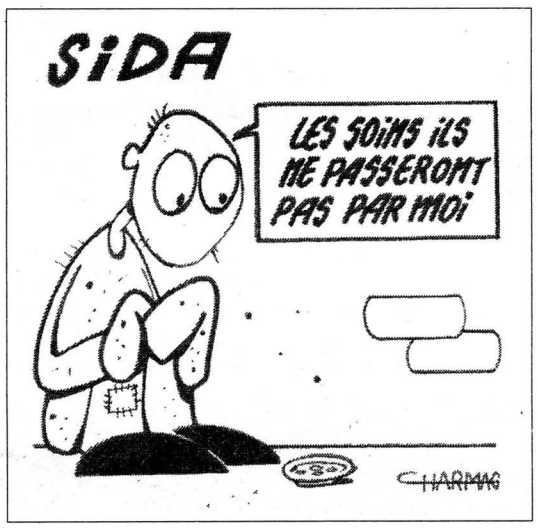
Sida : toujours le silence

L'INFO SUR LE SIDA, elle ne passera pas par moi... Kouchner ne le veut pas ! Les moyens de se prémunir contre le sida sont connus : abstinence ou capote. Mais il en est un autre que le ministère de la santé (Kouchner...) se garde bien de promouvoir auprès du grand public. En effet, lorsqu'un chirurgien se coupe en opérant une personne séropositive, lorsqu'une infirmière se pique avec une seringue potentiellement contaminée, ou encore quand un préservatif se rompt lors d'un rapport sexuel alors que l'un des protagonistes est avéré séropositif, il existe un soin possible.

Dans les heures qui suivent le contact avec le V.I.H. (rappelons toutefois que la transmission n'est pas pour autant systématique), la personne exposée peut – à l'hôpital, et pourvu que le médecin estime le risque réel – subir un traitement, certes très contraignant (de nombreuses pilules à heures fixes pendant un mois, avec des risques de troubles de la personnalité), mais efficace à 80 % contre la contamination !

Une telle information devrait être diffusée le plus largement possible : c'est sans compter avec le ministère de la Santé et ses personnels. Ils ont peur - disent-ils - que la divulgation à grande échelle de cette thérapie déresponsabilise les rapports sexuels : « Si l'on sait que l'on peut se faire soigner après une prise de risque, qu'est-ce qui dissuadera le bon peuple de prendre des risques ? » Surtout que la thérapie coûte cher.

Le parallèle avec la pilule abortive (R.U. 486), voire avec l'avortement, est évident. Dans les deux cas, on se garde bien de promouvoir ces possibilités et d'en faciliter l'accès, sous prétexte qu'informé, le commun des mortels adopterait dès lors un comportement sexuel irresponsable ! Il est triste qu'une corporation et son ministère confondent leur rôle de garants de la santé publique avec celui d'avant-garde éclairée du peuple ! Car qu'est-ce qui déresponsabilise ? La rétention d'information (source, depuis toujours, de pouvoir pour celui qui la détient), ou l'appropriation de celle-ci par la masse, consciente évidemment qu'un avortement, que la prise de R.U. 486 ou encore de trithérapie sont des expériences traumatisantes, aux séquelles physiques et psychologiques réelles ? Non, Docteur Kouchner, la masse n'est pas le bon peuple ignorant dont tu rêves, et que toi et les tiens n'imaginez comme telle que parce cette vision seule justifierait votre prétendue supériorité.



Manu. – groupe La Commune (Rennes)

Contre la barbarie capitaliste

suite de la première page

ment l'ensemble des classes exploitées sur des bases revendicatives convergentes. Elle donne l'occasion d'une prise de parole en permettant d'exposer tout ce que cette société produit d'injustices. Nombres de chômeurs prennent conscience qu'ils existent, qu'ils peuvent nouer des solidarités et briser le carcan de l'isolement et de la déprime quotidienne.

La question de la répartition des richesses, de la place du travail, de l'organisation générale de la société comme celle des chômeurs est posée. Tout ce qui touche à la condition humaine est ainsi passé au crible de la critique et est l'objet de propositions. Il est remarquable que les échanges et prises de contacts se multiplient avec ceux qui ont du travail. Cela se fait bien entendu par le biais des organisations syndicales mais aussi par relations directes, par des gestes matériels de solidarité.

C'est bien un processus social qui a été initié voici un mois, et non un simple mouvement de révolte. Sa maturation va être nécessairement longue parce que cela suppose de rompre avec de longues habitudes de passivité ou de soumission à des stratégies politiciennes.

Il y a sans doute de sérieux conflits qui nous attendent avec des tendances politiques et syndicales habituées à la fonction de leader et rompues à l'encadrement des mouvements sociaux. En particulier, il apparaît que l'ouverture du débat sur les 35 heures à l'Assemblée nationale le 27 janvier prochain va permettre à la gauche plurielle de faire l'unité contre le patronat et à ses éléments de recadrer ainsi leurs positions respectives à l'approche des élections régionales et cantonales. Mais il n'est pas sûr que tous les chômeurs, précaires et salariés se satisfassent d'un bulletin de vote.

Dans cette dynamique, les anarchistes ne sont pas totalement désarmés du fait qu'ils sont très souvent bien impliqués dans les initiatives et que l'aspiration des exploités à maîtriser leurs luttes est d'autant plus forte qu'ils ont été trop souvent bernés par les organisations traditionnelles.

Les idées d'auto-organisation, de démocratie directe, de contrôle des mandats, comme celle de répartition égalitaire des richesses et même de révolution sociale ont la sympathie de nombreux individus. Ce mouvement n'a pas encore produit tous ses effets, ni déterminé de manière précise sa structuration, ses fonctionnements et ses orientations politiques fondamentales.

Il est tout à fait possible que les conceptions libertaires de la lutte sociale y prennent une importance, non pas seulement parce que nous l'aurons impulsé mais parce que ce sont celles qui s'adaptent le mieux aux besoins et aux nécessités des luttes sociales d'aujourd'hui.

Bernard. – groupe Déjacque (Lyon)

AGENDA

jeudi 22 janvier

RENNES : Le **Local anarchiste rennais** organise un concert de soutien avec Tagada jones (hardcore), Outrage (hardcore) et TV Men (Punk garage) à 20 h 30 à la maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne. PAF : 40 F.

TOURS : Le groupe libertaire participera au débat sur **La montée du fascisme et extrême droite** organisé par le CNP aux cinémas « Les studios » à partir de 20 heures. Entrée : 20 et 25 F.

vendredi 23 janvier

NANTES : Débat à 20 h 30 au Local (16, rue Sanlecque) avec Nestor Roméro, auteur de « Los Incontrolados, Chronique de la colonne de fer - Espagne 1936-37 ».

PARIS : Projection d'un documentaire vidéo « **Mumia Abu-Jamal : le contre-procès** » (VO, traduction simultanée) au Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef à 20 h 30 (PAF : 30 F).

samedi 24 janvier

ANGERS : Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur l'éducation avec l'équipe de **L'école libertaire Bonaventure** à l'Etincelle, 26, rue Maillé, 15 heures : vidéos et expos ; 17 heures : conférence-débat ; 20 heures : bouffe de soutien.

SAINT-ETIENNE : Le groupe Asturies de la Fédération anarchiste organise un débat « **Qu'est-ce que l'anarchisme ?** » à 14 h 30 à la librairie La mauvaise graine, 2, rue Paillon.

jeudi 29 janvier

PARIS : Le groupe de la Villette organise une réunion publique sur **les sans-papiers** à 20 h 30 à l'Usine, 102, bd de la Villette, 75019.

mercredi 4 février

TOULOUSE : Le groupe Albert-Camus de la F.A. vous invite à 20 h 15 à la F.O.L 31, rue des Amidonniers à la vidéo-débat : « ***Autour du procès Papon : procès de l'Etat ? et devoir de désobéissance !*** » le débat sera animé par J-J Gandini qui suit actuellement le procès Papon (cf. articles parus dans le Monde libertaire).

vendredi 6 février

PARIS : Le groupe Louise Michel de la F.A. organise une projection vidéo **La Lanterne Noire** au 10, rue Robert-Planquette à 20 h 30. Y sera projeté soit « Galères de femmes », soit « Le Cuirassé Potemkine », soit « Foi d'anar : Maurice Joyeux »..

samedi 7 février

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec Thierry Meyssan du réseau Voltaire à propos de **l'Opus Dei** à 20 h 30 au 1 bis rue Emilie.

LYON : Projection vidéo (suivie d'un débat) du film : « ***Contre vents et marées*** » de Richard Prost à la librairie la Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc, à 15 heures.

PARIS : Conférence sur **Anarchisme et syndicalisme** autour du congrès d'Amsterdam (1907) à partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles (75020) organisée par les Editions du Monde libertaire et Nautilus.

ROUEN : Réunion publique **à 14h 30 à la Halle aux Toiles** sur le thème : « l'Anarchisme aujourd'hui : un projet pour la révolution sociale ».